

OUVERTURE DE L'AUDIOVISUEL

Prudence !

Pas un traître mot sur les capitaux étrangers. Les séminaristes, qui se sont attelés sur la question les 1^{er} et 2 décembre derniers à Djenane El Mithak, ont recommandé l'«ouverture au privé national, l'indépendance du secteur public de l'audiovisuel et la création d'une autorité de régulation». Plutôt une ouverture partielle...

Lyas Hallas – Alger (Le Soir)
– Le consensus qui s'est formé au sein de l'atelier consacré au «droit de l'audiovisuel et la régulation» suggère la prudence : «Définir des règles prudentielles régissant les conditions d'éligibilité à la création de services audiovisuels autorisés, aux plans économique, technique et de contenu des programmes».

Ainsi, a-t-on convenu, il serait «nécessaire de consacrer la liberté de la communication audiovisuelle dans le sens d'une ouverture de l'activité audiovisuelle à l'investissement privé national et de l'indépendance du secteur public de l'audiovisuel». Et de souligner : «Faire prévaloir les sujétions de



Photo : New Press

service public sur tous les services de communication audiovisuelle quel que soit leur statut.»

Les missions de régulation, ajoute-t-on, doivent être confiées à une «autorité indépendante, dotée de prérogatives de puissance publique et disposant de moyens et de ressources appropriés».

Des missions consacrant «le respect des principes et obliga-

tions contenus dans le projet de loi, notamment l'indépendance du secteur public audiovisuel, la prédominance de la notion de service public et le respect des règles prudentielles».

Protectionnisme

L'atelier consacré à l'«industrie des programmes» a fait néanmoins dans le syndicalisme en

faveur des producteurs locaux. Ses recommandations se résument en la «nécessité d'aide à la production nationale aussi bien en amont, par l'adoption de règles préférentielles (quotas), qu'en aval, par la création de mécanismes de soutien financier». Et d'insister pour que le projet de loi «consacre la spécificité des entreprises de production des contenus afin qu'elles puissent bénéfi-

cier des aides publiques». Dans son allocution de clôture, le ministre de la Communication, Mohamed Saïd, a promis, en tout cas, de favoriser les producteurs nationaux.

Ceci, tout en prêchant la circonspection : «Aux gens qui insistent pour qu'on ouvre vite, je dis que faire vite ne veut pas dire se précipiter. Le consensus qui s'est construit a insisté sur la mise en place de garde-fous.

Or, pour qu'on ouvre et maintienne l'ouverture, nous devons réunir les conditions techniques nécessaires, et ce, afin d'éviter les embûches».

Et de conclure : «Le débat était riche lors de ce séminaire. Nous restons à l'écoute de toutes les parties prenantes, en vue d'approfondir ce qui nécessite encore un approfondissement. L'essentiel pour le moment est d'ouvrir le champ. C'est un long processus qui nécessite beaucoup d'efforts.

Mais, je rassure les opérateurs, que nous allons créer un environnement concurrentiel valorisant les compétences nationales et tout le monde y trouvera son compte, incha'Allah».

L. H.

SON CONSEIL NATIONAL EST EN SESSION OUVERTE

La plate-forme de revendications du SNPSSP toujours en suspens

Quelques satisfactions et des attentes. Le conseil national du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) prend acte des évolutions enregistrées sur certains dossiers depuis la nomination du nouveau ministre mais reste dans l'attente de la concrétisation de revendications toujours en suspens.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)
En session ouverte, le conseil national du SNPSSP a mandaté les membres du bureau exécutif pour le suivi des dossiers en attente de règlement.

Le Dr Yousfi, qui animait hier une conférence de presse, a fait état de la volonté du ministre de la Santé de renouer le dialogue. Il

en veut pour preuve la réouverture du dialogue après une interruption de plusieurs mois sous l'ère d'Ould Abbès, l'annulation des ponctions sur salaire opérées de manière abusive après la dernière grève, la relance de la commission chargée de la préparation du concours de graduation et l'installation de la commission ad

hoc autour du service civil. Des signes de bonne volonté qui ne font pas oublier au SNPSSP que des dossiers restent toujours à l'état stationnaire en dépit des instructions données par le ministre de la Santé. Il s'agit notamment de l'organisation du premier concours de passage au grade de praticien spécialiste principal qui n'a toujours pas été programmée en dépit de l'annulation des arrêtés qui bloquaient pas moins de 3 000 praticiens et de l'application de la réglementation en matière de carte sanitaire dans les hôpitaux des grandes villes. Le SNPSSP insiste, cependant, sur l'ensemble des points ayant déjà fait l'objet d'accords avec le ministère de la Santé et pour lesquels aucune réponse n'a jusqu'à présent été donnée.

Il s'agit de l'amendement du statut particulier, de la révision du régime indemnitaire, de la sup-



Photo : Samir Sid

pression de la discrimination en matière d'imposition, de l'exclusion des praticiens spécialistes des comités médicaux et de l'octroi d'un quota national de loge-

ments. Dans un mois, le bureau national fera une autre évaluation de l'état d'avancement de la plate-forme de revendications.

N. I.

La Banque El Baraka nous écrit

Faisant suite à notre discussion téléphonique de ce jour, je vous prie de bien vouloir publier la mise au point ci-après sur la couverture que vous avez assurée à ma communication au forum de DK News le mercredi 28 novembre passé.

«Lors de ma communication au Forum de DK News, le mercredi 28 novembre dernier, j'ai déclaré que la tarification des produits de financement pratiqués par la Banque El Baraka se situait au même niveau que celle du reste des banques de la place, voire même moins onéreuse dans certains cas, alors que ces produits devaient normalement être facturés plus cher compte tenu des risques spécifiques qu'ils induisent de par leurs particularités shari'atiques.

Par ailleurs, nous n'appliquons pas de taux d'intérêt à la Banque Al Baraka mais nous fixons nos marges de financement par référence à un taux de rendement annuel se situant au même niveau que les taux de rémunération des banques conventionnelles. J'ai bien expliqué dans mon intervention qu'il s'agit de marges bénéficiaires en contrepartie de transactions commerciales réelles et non pas de simples opérations de prêt d'argent assorties d'intérêts.»

Je vous remercie d'avance pour votre délicatesse.

Nacer Hideur,
secrétaire général
Al Baraka Bank Algérie

LA COMMISSION AD HOC A REMIS SES CONCLUSIONS

Le service civil allégé ?

La commission ad hoc chargée de faire des propositions au sujet du service civil a achevé dimanche ses travaux. Ses membres, composés de représentants du ministère de la Santé, de spécialistes de la santé publique et de résidents, recommandent de revoir les modalités d'affectation des résidents, les conditions dans lesquelles ils exercent et la mise en place de mesures incitatives.

Le Dr Yousfi, dont le syndicat est adepte de l'abrogation du service civil à long terme, expliquait hier qu'il s'agissait dans un premier temps d'inverser la tendance en instaurant des mesures incitatives en remplacement de celles qui font obligation aux médecins de rejoindre leurs postes d'affectation.

La commission a remis ses conclusions au ministre de la Santé. Si ses propositions sont

retenues, la réforme du service civil se mettra en place graduellement et le service civil tel qu'appliqué actuellement serait appelé à disparaître puisque, motivés par de meilleures conditions d'exercice, les jeunes médecins pourraient enfin appréhender leur affectation dans le cadre d'un projet de carrière plutôt que comme une punition.

N. I.